

Mettre fin à une guerre interminable

Kinshasa, Congo (RDC) - Les mauvaises nouvelles vont vite. Les équipes militaires et civiles des Nations unies qui oeuvrent pour la paix dans les provinces des Kivu à l'est de la RDC, rapportent des attaques méchantes de plus en plus nombreuses contre des communautés vulnérables vivant dans des contrées isolées.

Des cases sont incendiées, avec des enfants bloqués à l'intérieur; des mères et des filles, et parfois des pères, sont violés et assassinés sous le regard impuissant de leurs membres des familles. Les Forces démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) - un groupe lié au génocide rwandais de 1994 - commettent la plupart de ces atrocités.

Les organisations humanitaires ont du mal à trouver les mots justes pour exprimer leur colère devant ce dont elles sont témoins en République Démocratique du Congo (RDC). Elles condamnent les représailles sur les communautés vulnérables suite aux opérations menées par Les Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) contre les FDLR. Elles fustigent également les crimes commis par des éléments des FARDC. Certains observateurs animés de bonne foi conseillent à l'ONU de se retirer de toute opération conjointe contre les FDLR jusqu'à ce que le Gouvernement remette de l'ordre au sein de son armée.

Malheureusement, une telle démarche ne mettrait pas fin à la brutalité et pourrait bien au contraire la faire perdurer. Nous avons maintes fois vu resurgir et s'enrichir des groupes armés et des chefs de guerre lorsqu'ils pressentent l'hésitation et la vulnérabilité.

Alors, que faut-il faire pour mettre fin à cette violence?

Le gouvernement doit d'abord assurer la discipline et mettre fin à l'impunité au sein de ses propres forces. Les populations doivent faire confiance à ceux qui sont déployés pour les protéger et l'Armée a besoin de la coopération de la population locale pour dénicher les FDLR. La Mission de l'Organisation des Nations unies en République Démocratique du Congo (MONUC) continue à faire pression pour que le gouvernement exclue de l'Armée ceux

qui ont commis des crimes odieux. Pour sa part, lors d'une visite de la délégation du Conseil de sécurité des Nations unies au mois de mai dernier, le gouvernement s'est engagé à prendre des mesures qui s'imposent.

La MONUC et d'autres partenaires internationaux fournissent de l'aide pour améliorer la justice militaire. Les poursuites judiciaires ont commencé et doivent continuer. Elles doivent aussi être transparentes pour que les victimes puissent voir que la justice est assurée chaque fois que des crimes sont commis.

La discipline dans l'armée congolaise ne s'améliorera pas si les soldats sont délaissés à vivre de la terre. Le Gouvernement doit améliorer les conditions de vie des troupes sur le terrain. Ceci implique le casernement, la nourriture suffisante, et le paiement des soldes en totalité et à temps. Les familles de militaires ont également droit à un abri et à une protection.

Malheureusement, la RDC a été durement frappée par la crise économique mondiale qui a entraîné une baisse spectaculaire des revenus de l'Etat en raison de la chute des prix des minéraux. Les bailleurs de fonds doivent faire le maximum pour aider le Congo à faire face à la crise et à financer les réformes qui aideraient l'armée à gagner la confiance de la population.

D'autres mesures urgentes sont nécessaires. Un groupe d'experts des Nations unies a récemment présenté au Conseil de sécurité des preuves que certains dirigeants des FDLR conduisent les opérations à partir de l'extérieur du pays, et communiquent par téléphone satellitaire aux commandants dans les Kivu. Parmi les cerveaux de ces actes de violence figurent des personnes impliquées dans le génocide rwandais. Certains ont trouvé refuge dans les pays occidentaux, à l'abri des horreurs qu'ils font subir à la population de l'est du Congo. Ils doivent être tenus responsables de leurs actions.

Aujourd'hui, au sein des FDLR, il y a de nombreux jeunes qui ne sont pas concernés par le génocide et ne voudraient pas passer le reste de leur vie comme des hors la loi. Depuis le début de cette année, plus de 1.100 combattants FDLR se sont rendus et ont été rapatriés. Nous devons

augmenter des mesures incitatives pour encourager les autres à faire de même.

Le Conseil de sécurité a mandaté la MONUC de protéger les civils. C'est ce que nous faisons chaque jour dans les Kivu, souvent dans des zones très reculées. Mais nos troupes sont déployées à la limite du possible. Nous avons urgemment besoin des renforts autorisés par le Conseil de sécurité l'année dernière, afin que nous puissions mieux protéger la population.

Des équipes conjointes composées de militaires et civils de la MONUC travaillent avec les communautés dans les zones à haut risque des Kivu afin d'aider nos commandants militaires à orienter leurs forces pour prévenir et non seulement réagir à la violence. Ces équipes travaillent également avec les chefs traditionnels, les groupes communautaires et les ONG pour promouvoir la réconciliation et régler les griefs qui peuvent conduire à la violence, qui a une longue histoire dans les Kivu et qui n'est pas uniquement liée à la présence des FDLR. Il nous faut plus de ces équipes là où elles peuvent faire la plus grande différence - sur le terrain dans les zones rurales des Kivu.

L'absence d'opportunités économiques est le meilleur « outil recruteur » pour les groupes armés. La MONUC, les autorités gouvernementales et les donateurs se sont engagés à mettre en marche un programme de relance et de stabilisation pour réparer des routes, reconstruire des écoles et des cliniques, créer des emplois et renforcer la présence policière dans l'Est. Il faudrait non seulement du temps pour mener à bien ces mesures, mais également des actions à temps et un financement rapide.

A la fin de l'année dernière, les présidents de la RDC et du Rwanda ont pris des décisions courageuses pour mettre fin à la rébellion du CNDP et pour agir de façon déterminée contre les FDLR. L'intervention vigoureuse contre les FDLR et au Congo et à l'étranger, soutenue par la réforme crédible des forces nationales de sécurité, assurera que cette percée, réclamée depuis si longtemps par la communauté internationale, ne soit pas gaspillée. Les populations de l'est du Congo méritent un avenir sans crainte.

Alan Doss, Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations unies en République Démocratique du Congo.